

Les nécessaires réformes de l'économie chinoise

Le gouvernement ne devra pas reculer devant la tâche.

HENRI SCHWAMM*

Cette année, la publication du rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) consacré à la Chine coïncide avec le débat interne sur les perspectives de croissance et la nécessité de réformes de la République populaire. Ces thèmes ne sont pas nouveaux, mais les soucis que les dirigeants chinois se font au sujet de la croissance et les goulots d'étranglement dans le secteur bancaire les ont remis à l'ordre du jour. Les remèdes que recommande le rapport sont centrés sur le secteur financier. Ils ne réservent pas de surprise majeure.

La crise de liquidité qu'ont connue les banques chinoises au mois de juin a, semble-t-il, joué un rôle relativement marginal dans les discussions des économistes du FMI. Pourtant, l'évolution récente justifie l'appel insistant du Fonds en faveur de réformes capables de créer les bases d'une poursuite modérée du cours de la croissance économique du pays. Les auteurs montrent leur détermination en précisant qu'à leur avis plus les autorités tarderaient à intervenir, plus douloureuses en seraient les conséquences. Au fond, le rapport international se lit comme un commentaire supplémentaire des analyses internes de l'évolution économique de la Chine. Les examinateurs de Washington recommandent au gouvernement de prendre en considération une croissance moins forte à la suite de réformes courageuses. Ils pronostiquent pour leur part pour cette année un taux de 7,75% et voient des risques de corrections ultérieures vers le bas en raison de diverses influences internes et externes. Mais ils sont persuadés qu'à moyen et long terme une croissance plus lente sera favorable non seulement à une évolution saine de l'économie chinoise mais aussi de l'économie mondiale dans son ensemble. Les prises de position gouvernementales insérées comme toujours dans les jugements des experts du FMI ne dévient que très peu du ton général du rapport. L'institution de Washington juge prioritaires de nouvelles avancées du gouvernement en matière de libéralisation des taux d'intérêt, de réglementation et de supervision du secteur financier, de flexibilisation du taux de change et de création d'une assurance-dépôts. Il faut voir dans ces mesures des conditions préalables d'une politique monétaire axée sur les taux d'intérêts et non sur le contrôle de la croissance du crédit. Le FMI ne cache pas qu'une plus large ouverture du marché des capitaux et une libéralisation des taux d'intérêt devraient provoquer dans un premier temps une plus forte volatilité. Mais parce que dans les conditions présentes, qui s'expriment entre autres dans le marché rapidement croissant des instruments financiers informels et des produits de placement insuffisamment couverts, il pense que la stabilité du système financier est en danger, le FMI ne voit pas d'alternative à ces réformes.

La marge de manœuvre dont dispose le gouvernement pour réagir aux problèmes se rétrécit d'ailleurs de plus en plus. L'absence de transparence des véhicules financiers des gouvernements locaux et le poids de l'endettement des strates administratives inférieures préoccupent également les économistes de Washington. Nombre de dépenses locales ne sont pas prises en compte dans les statistiques de dépenses normales. Ce qui conduit à des calculs divergents du ratio d'endettement. Le rapport mentionne la dépendance des gouvernements locaux des ventes de terrains, qui posent des problèmes dans le secteur immobilier et sont souvent à l'origine de troubles sociaux, mais ne traite pas cette année explicitement de la réforme foncière. Le FMI est d'avis qu'il ne faut surtout pas négliger des facteurs externes tels que l'évolution de la zone euro ou l'éventuel changement des politiques monétaires américaine et européenne. Si la croissance devait diminuer encore plus fortement, il recommanderait une relance budgétaire, mais seulement pour autant qu'elle ait pour objectif une restructuration de l'économie, c'est-à-dire la promotion de la consommation et au besoin des investissements d'infrastructure qui y sont liés.

Au total, le rapport du FMI s'apparente beaucoup aux déclarations faites par le gouvernement chinois lui-même au cours des dernières semaines. Reste à voir si celui-ci fera preuve de la volonté et de l'énergie nécessaires pour parvenir à ses fins. L'acceptation d'une croissance plus modérée et plus saine ne va pas sans perte de frottement. Et les relais de la croissance à l'œuvre jusqu'ici, en particulier les investissements, ne disparaîtront pas du jour au lendemain.

* Université de Genève

DE LA MANUFACTURE À LA DIGIFACTURE (2/6)

Les potentiels insoupçonnés d'une révolution en cours

L'impression 3D offre des possibilités novatrices. Comme par exemple la numérisation des plans de fabrication.

XAVIER COMTESSE*

Depuis que des imprimantes 3D – faciles d'usage, à prix abordables et suffisamment petites – sont apparues sur le marché, il y a environ 2 ans, des entreprises mais surtout des particuliers se sont précipités pour les acheter. Aujourd'hui, pour quelques centaines de francs, tout un chacun peut s'en procurer une. Les imprimantes sont de type FDM (Fuse Deposition Modeling), à savoir un modelage par dépôt de matière plastique en couches successives. En quelque sorte, une image 3D est décomposée en autant de couches 2D nécessaires pour créer un objet en trois dimensions. L'imprimante va donc déposer lentement de la matière sur la matière un peu comme de «fins boudins de terre» en poterie. Cette méthode est efficace car elle permet de façonner d'une seule fois une pièce tant qu'à l'extérieur comme à l'intérieur, ce qui est souvent difficile avec des méthodes de production soustractive (à savoir par soustraction de matière). Ce type d'impression 3D est surtout très utile en milieu industriel pour créer des modélisations, des prototypes mais aussi des pièces en petite série.

D'autres technologies permettant de développer de manière industrielle des pièces mécaniques ou d'autres objets sont aujourd'hui aussi disponibles sur le marché. Nous y reviendrons dans un prochain article. Mais pour l'heure, il est important de comprendre le fonctionnement actuel de ces imprimantes et surtout l'avenir qu'elles nous réservent.

D'abord, il faut saisir que désormais chaque objet, chaque pièce mécanique peut être «digitalisée» en 3D, c'est-à-dire transformée en un fichier contenant des algorithmes qui pourront être envoyés via Internet partout dans le monde pour un coût de transport quasiment nul. En supposant que la présence massive d'imprimantes 3D dans le monde s'accélère, on

peut à terme me mettre à les assembler pour réaliser cette dernière: un moteur à explosion par exemple. Si c'est alors le cas, les usines de quartier de demain fabriqueront à la fois des solex et des Rolex!

Cette idée de relance économique semble de l'ordre du rêve, mais nous observons qu'une fois que les imprimantes 3D seront dans

cile à anticiper, mais qui ne tardera pourtant pas à faire sentir ses effets.

Trois raisons pour expliquer cette embellie du marché: Premièrement les imprimantes 3D sont devenues bon marché. Deuxièmement, elle sont faciles d'usage et troisièmement, il existe des milliers de fichiers à télécharger gratuitement pour fabriquer chez soi des objets qui vont de la lampe de chevet à la coque plastique de son iPhone en passant par de la vaisselle ou des jouets d'enfant.

L'entreprise française Sculpteo est une «e-manufacture» proposant de personnaliser l'impression en 3D.

De plus, en mettant à disposition une base de données de plusieurs milliers d'objets, ils sont en train de démocratiser la fabrication industrielle. Eric Carreel, Président de Sculpteo pense que les objets produits seront un jour de même qualité que ceux trouvés dans le commerce avec un avantage indéniable: celui de le fabriquer à nouveau par une simple impression à domicile. En se positionnant comme intermédiaire sur le marché de la fabrication additive d'objets, Sculpteo pense jouer le même rôle que PayPal avait été pour le e-commerce en offrant un mode de paiement universel et sécurisé.

À l'appui de ce que Sculpteo réalise, il est fort probable que l'essor des imprimantes 3D sera plus important chez les particuliers qu'au sein des entreprises et que cela annonce une ère nouvelle dans laquelle les «tinkerers» seront les principaux acteurs.

* Directeur romand Avenir Suisse



LE SECTEUR DES IMPRIMANTES 3D

A DOUBLÉ ET SON CHIFFRE

D'AFFAIRES GLOBAL ATTEINDRA

2 MILLIARDS DE DOLLARS À FIN 2013.

peut s'imaginer de nouvelles perspectives comme la fabrication locale d'objets. On vient d'ores et déjà énoncer trois bouleversements industriels notables:

- l'algorithme comme élément central de l'usine du futur;

- le transport virtuel et non physique d'objets de par le monde;

- la fabrication relocalisée dans chaque ville, chaque quartier.

Ces trois éléments seront au cœur de la «nouvelle révolution industrielle» puisqu'ils annoncent la fin des délocalisations des lieux de production. À l'avenir, les ateliers du monde, dont, entre autres, en Chine, disparaîtront. Ces ateliers se réimplanteront alors dans chaque quartier, ce qui changera la vie des gens.

Mais une autre «(r)évolution» plane à termes sur ce nouveau processus, c'est la possibilité de fabriquer à distance des machines. En effet, si je peux fabriquer des objets, des pièces mécaniques – et une machine n'étant qu'un ensemble de pièces mécaniques – je

les mains de l'utilisateur final, tout un processus d'encouragement de l'excellence dans la conception sera lancé. Les imprimantes 3D comme la Cube de 3D Systems, la Replicator de MakerBot ou encore l'Ultimaker de l'entreprise hollandaise d'Ultimaking (à construire soi-même) sont devenus les stars de ce commerce et progressent à vive allure. En effet, selon la firme d'analyse économique Deloitte & Touche, cette année, le secteur des imprimantes 3D a doublé et son chiffre d'affaires global atteindra les deux milliards de dollars.

Le marché des imprimantes 3D et leur combinaison gagnante avec l'Open Source et Internet est principalement aux mains des makers (ou fabricateurs) des FabLabs, TechShop et autres centres créatifs qui s'en servent comme technique de conception et la fabrication de petites séries rentables. Ces nouvelles formes de production et de création de valeur annoncent un changement diffi-

La grande fracture des services de santé

L'assurance maladie aux Etats-Unis révèle des oppositions partisans.

J. BRADFORD DELONG*

En 1883, le prince Otto von Bismarck, au gouvernement impérial autoritaire et connu pour avoir déclaré: «Ce n'est pas par des discours et des votes à la majorité que les grandes questions de notre temps seront tranchées... mais par le fer et le sang», a instauré un régime national d'assurance maladie en Allemagne. La justification de l'assurance maladie nationale est aussi claire aujourd'hui qu'elle l'était pour Bismarck il y a 130 ans. La réussite d'un pays, qu'elle se mesure à la gloire de son Kaiser, à l'expansion de son territoire, à la sécurité de ses frontières ou au bien-être de sa population, dépend de la santé de ses habitants.

Une maladie grave peut frapper n'importe qui, et les gens gravement malades ne gagnent en règle générale pas beaucoup d'ar-

gent. Plus on tarde à soigner les patients gravement atteints, plus leur traitement et leurs soins d'entretien éventuels deviennent coûteux.

L'épargne privée en règle générale ne peut financer les frais de traitement que pour les riches et les nantis. Donc à moins d'adopter le point de vue selon lequel ceux qui ne disposent pas de grosses économies et tombent gravement malades doivent mourir rapidement (et ainsi diminuer l'excédent de population), un pays doté d'une assurance maladie nationale sera un pays plus riche et plus efficace. Ces arguments ont paru tout à fait convaincants à Bismarck. Ils sont tout aussi convaincants aujourd'hui.

Le 1er janvier 2014, les Etats-Unis vont appliquer en partie une loi - Affordable Care Act (ACA) - qui ne va pas instaurer un régime national d'assurance maladie mais qui permettra selon prévisions du Bureau du Budget du Congrès américain, de réduire de près de la moitié le nombre de citoyens des Etats-Unis sans assurance ma-

ladie. En 2009 le président Barack Obama aurait pu proposer un programme aussi complet que celui initié par Bismarck. Un tel programme aurait permis, encouragé et rendu abordable pour les Américains sans assurance d'obtenir une assurance maladie similaire à celle des membres du Congrès. Ou il aurait pu simplement étendre le système d'assurance maladie Medicare existant aux personnes de plus de 65 ans pour couvrir tous les Américains.

Au lieu de cela Obama a pesé en faveur de la loi complexe de l'ACA. La raison, telle qu'elle m'a été expliquée en 2009, était que le cœur de l'ACA était identique au plan que l'ancien gouverneur du Massachusetts Mitt Romney avait proposé et promulgué dans cet Etat en 2006: «ObamaCare» allait devenir «RomneyCare» sous une nouvelle formulation. Avec Romney comme candidat présumé du Parti républicain aux élections présidentielles de 2012, quelques Républicains auraient pu voter contre ce qui était la signature de leur candidat dans

ses prérogatives législatives de gouverneur. Ainsi, le Congrès américain, a-t-on supposé, était censé adopter l'ACA avec des majorités saines et bipartisanes et Obama devait démontrer qu'il pouvait transcender le blocage partisan à Washington.

Nous savons ce que cela a donné. Pas un seul républicain n'a voté pour l'Affordable Care Act à la Chambre des Représentants. Un sénateur républicain (Olympia Snowe dans le Maine) a voté en sa faveur en commission, mais a ensuite changé de camp, a menacé de le tuer par obstruction et a voté contre son adoption finale.

Dans les Etats sous contrôle démocrate «bleu» où vit 60% de la population des Etats-Unis (et qui représentent 70% du revenu national et 80% de la richesse, la mise en œuvre de l'ACA est susceptible de ressembler à celle du RomneyCare dans le Massachusetts: une histoire quelque peu mouvementée, mais une réussite évidente que personne ne viendra contester une fois acquise. Mais personne ne sait ce qui se

passera dans les «Etats rouges», où l'infrastructure politique républicaine entend se camper sur ses positions.

Quelles feront les médecins et les directeurs d'hôpitaux à Phoenix, Kansas City, Houston et Atlanta après avoir parlé à leurs collègues de Los Angeles, Seattle, Minneapolis, Chicago, Baltimore et New York, où les gouvernements des Etats et les structures politiques essaient de faire faire aboutir la mise en œuvre de l'ACA? Vont-ils mettre en balance leurs conditions de travail? Où les candidats vont-ils apporter leur soutien par des dons et des votes aux élections de 2014 et 2016? Que feront les infirmières et les patients qui auront refusé les avantages de l'ACA?

La chaleur partisane des Etats-Unis est sur le point de se raviver lors des prochaines élections et les premières accusations se font déjà entendre. Bismarck aurait su désigner le fautif.

* Université de Californie Project Syndicate